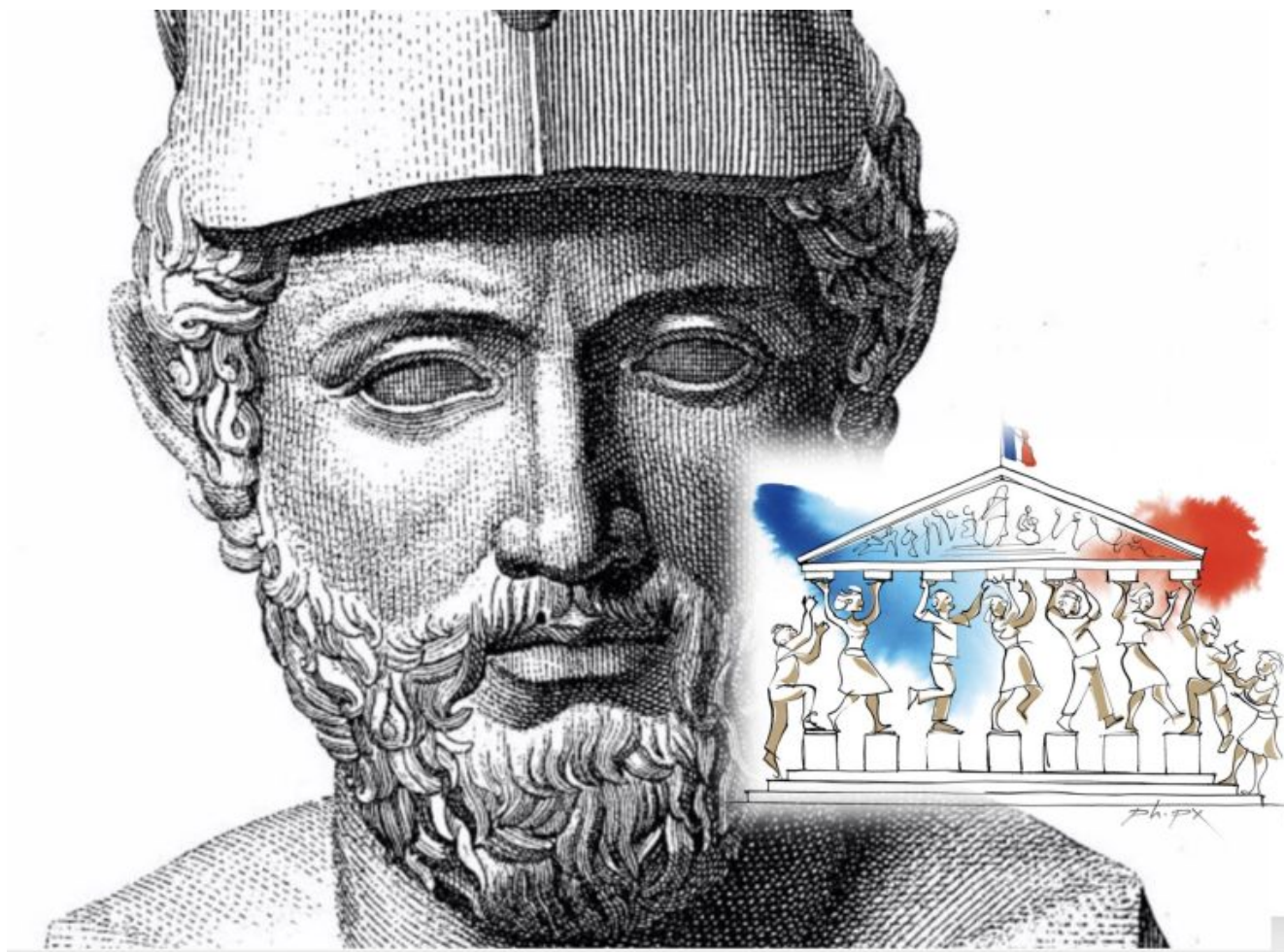
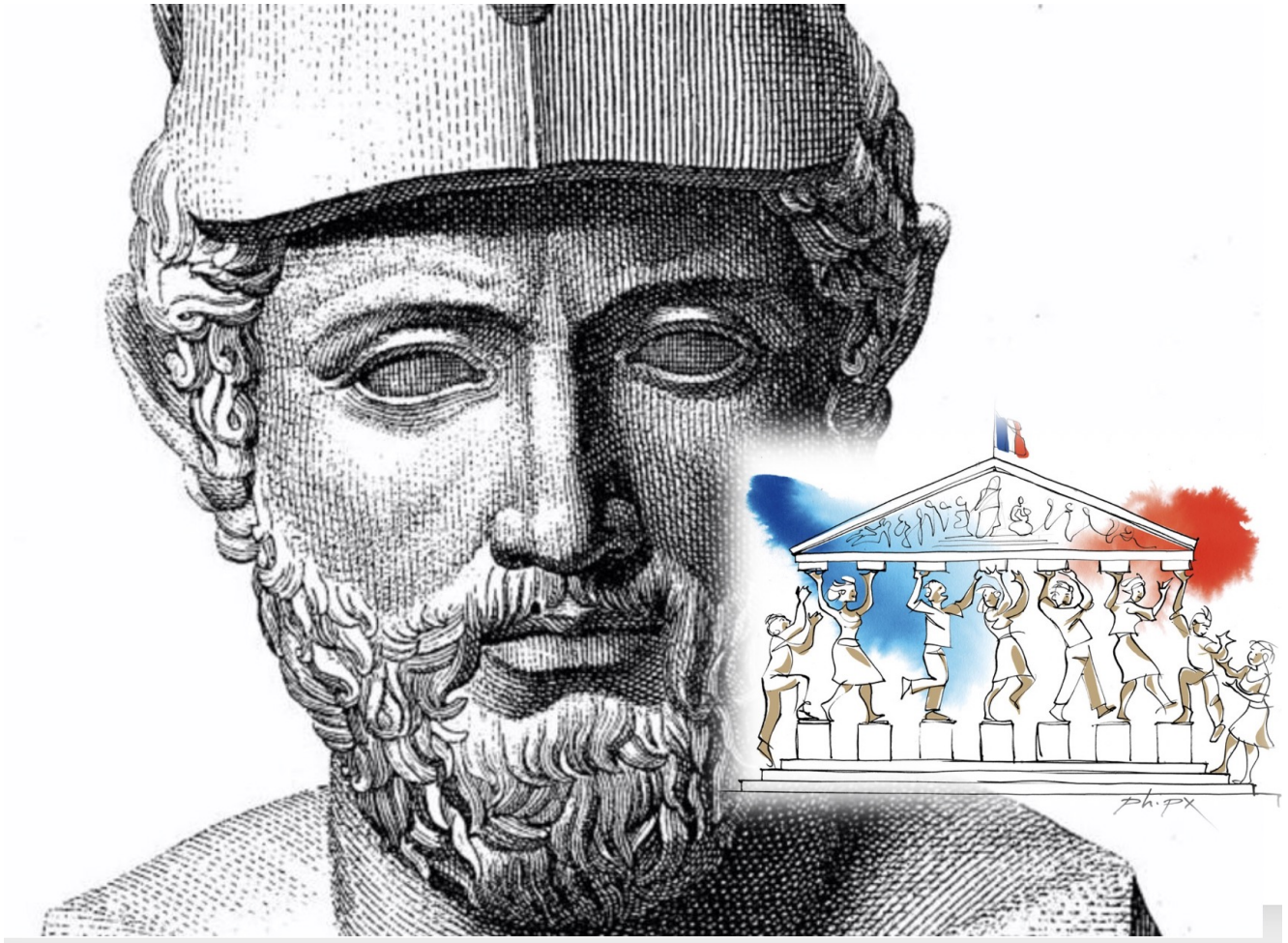


Juin 2024, qui sera (ré)élu à Bruxelles ? Der Leyen, Macron... ?

écrit par Christine Tasin | 5 septembre 2023





Les tractations commencent. Le jeu des chaises musicales aussi..

Ursula Von der Leyen favorite incontestée pour se succéder à elle-même, mais la Hongrie promet une opposition ferme



Qui sera le prochain président de la Commission européenne ? De nombreux États membres soutiennent un deuxième mandat pour la présidente actuelle, Ursula von der Leyen, avec l'Espagne et la France en tête. En revanche, la Hongrie s'y oppose fermement.

Suite réservée aux abonnés.

<https://fr.businessam.be/ursula-von-der-leyen-favorite-succeder-a-elle-meme-hongrie/>

On apprend sans surprise que la France Macron fait des pieds et des mains pour que sa grande copine der Leyen se succède à elle-même. Apparemment il avait un moment pensé accéder au trône de l'UE, il semble avoir compris qu'il ne serait

jamais adoubé, comme der Leyen ne serait jamais à la tête de l'Otan, poste sur lequel elle louche depuis pas mal de temps. Gageons que ses histoires de SMS louches avec le patron de Pfizer et son enrichissement personnel qui en a suivi ont compliqué son cas...

A la Commission européenne, l'approche des élections provoque des départs et fait naître des ambitions

Frans Timmermans a annoncé jeudi vouloir prendre la tête d'une liste sociale-démocrate verte aux élections néerlandaises à l'automne 2023.

Par [Virginie Malingre](#)(Bruxelles, bureau européen) et [Maria Udrescu](#)(Bruxelles, correspondance)

A un peu moins d'un an avant les élections européennes, prévues en juin 2024, la Commission connaît ses premiers départs. Jeudi 20 juillet, Frans Timmermans, le vice-président chargé du Pacte vert, a annoncé vouloir prendre la tête d'une liste sociale-démocrate verte aux élections néerlandaises prévues à l'automne 2023. **Le 21 juin, son homologue [Margrethe Vestager](#), chargée des questions de concurrence, confirmait présenter sa candidature à la présidence de la Banque européenne d'investissement, qui sera vacante à la fin de 2023.**

Appelée à aider à la formation d'un gouvernement en Bulgarie, [Mariya Gabriel](#) a également quitté son poste de commissaire à l'innovation en mai. Elle devrait être remplacée par Iliana Ivanova, qui héritera du même portefeuille. Cette ancien membre de la Cour des comptes européenne doit encore être auditionnée par le Parlement européen en septembre, avant d'être officiellement nommée.

« Il est classique qu'avant les élections les gens cherchent à se recaser. Cette fois cela survient très tôt, puisque la Commission est en place jusqu'à fin octobre 2024. Qui plus est, on parle de deux poids politiques au sein de la Commission, avec des portefeuilles importants. Von der Leyen va devoir faire un remaniement », juge un diplomate européen.

Mais il s'agit là d'un remaniement d'un genre particulier : ce sont, en effet, les Etats membres qui proposent la personne qu'ils veulent voir occuper le poste de commissaire – Copenhague devra trouver un remplaçant à Margrethe Vestager et La Haye à Frans Timmermans – et ce choix, qui peut s'accompagner d'une redistribution des portefeuilles, doit ensuite être validé par Ursula von der Leyen, le Parlement européen et les Vingt-Sept.

Dossier des aides d'Etat

Pour l'heure, le travailliste Frans Timmermans comme la libérale Margrethe Vestager n'ont pas démissionné. « Si et quand Timmermans sera nommé tête de liste [le 22 août], il démissionnera », affirme un proche du Néerlandais, qui a de fortes chances d'être choisi. Si son nom est confirmé, il fera alors figure, à en croire les sondages, de favori pour [succéder au premier ministre sortant, Mark Rutte](#). « Les Pays-Bas devraient vite proposer un autre commissaire. On parle de l'ex-ministre des finances, qui connaît par cœur les sujets de concurrence », confie une source.

Quant à Margrethe Vestager, elle s'est mise en congé pour convenance personnelle. Rien ne dit qu'elle arrivera à ses fins à la Banque européenne d'investissement, dont le président est nommé par les ministres des finances, c'est-à-dire les capitales. A ce stade, l'Elysée ne cache pas ses réticences à l'égard de la Danoise et l'affaire Fiona Scott Morton – du nom de cette économiste américaine que la commissaire voulait embaucher à un haut poste avant de reculer

sous la pression de la France, notamment – n'a rien arrangé.

Il vous reste 47.77% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.

La suite est réservée à nos abonnés

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/21/a-la-commission-europeenne-l-approche-des-elections-suscite-des-departs-et-fait-naître-des-ambitions_6182824_3210.html

Rappel, comment est élu le Président de la commission européenne ?

Depuis les débuts de la construction européenne, les modalités de l'élection du président de l'exécutif européen ont beaucoup évolué.

Avant 2014, un choix quasi discrétionnaire des dirigeants européens

En 1957, le [traité de Rome](#) prévoit que "les membres de la Commission sont **nommés** d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres" .

Le président de l'institution est donc choisi à la discrétion des chefs d'Etat et de gouvernement, qui s'accordent généralement autour d'une personnalité consensuelle, sans engagement partisan trop prononcé.

A partir des élections de 1999, à la suite de l'entrée en vigueur du [traité d'Amsterdam](#), les règles évoluent et le Parlement obtient un droit de regard sur la nomination du président de l'exécutif européen. "Les gouvernements des Etats membres **désignent** d'un commun accord la personnalité qu'ils envisagent de nommer président de la Commission ; cette désignation est **approuvée** par le Parlement européen", prévoient désormais les traités.

La Commission européenne dirigée par Romano Prodi (1999-2004) est ainsi, pour la première fois, [auditionnée](#) par les eurodéputés avant de prendre ses fonctions.

Le tournant de 2014 : les “*Spitzenkandidaten*”

En 2014, le processus semble prendre un tournant. Pour la première fois, les eurodéputés élus par les citoyens au cours des élections européennes ont un impact décisif sur la désignation du président de la Commission européenne.

En effet, avec l'entrée en vigueur du [traité de Lisbonne](#) (en décembre 2009), la terminologie change. **Le Conseil européen doit désormais “*proposer*” un candidat “*en tenant compte*” du résultat des élections européennes.** Et si ce dernier n'est pas “*élu*” par la majorité des eurodéputés, les dirigeants sont tenus de revoir leur choix.



“En tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission. Ce candidat est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas la majorité, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat, qui est élu par le Parlement européen selon la même procédure.”

Art. 17 §7 du Traité sur l'Union européenne

A l'issue du renouvellement du Parlement en 2014, les eurodéputés profitent donc de cette disposition pour “imposer” à la tête de la Commission européenne le chef de file (“*Spitzenkandidat*” en allemand) du parti européen sorti vainqueur des urnes. Face au social-démocrate allemand Martin Schulz ([S&D](#)), **Jean-Claude Juncker**, qui avait mené la campagne des européennes pour le Parti populaire européen ([PPE](#)),

devient le nouveau président de la Commission.

La personnalisation des élections européennes est censée accroître l'intérêt des électeurs européens, peu nombreux à se rendre aux urnes. Un effet qui n'est pourtant pas constaté lors des élections de 2014, le taux de participation y étant légèrement inférieur à celui de 2009. Et tandis que les eurodéputés se félicitent de ce qu'ils considèrent comme une avancée démocratique, les dirigeants européens, notamment allemand et français, laissent très vite entendre que ce mode de désignation n'a pas nécessairement vocation à se reproduire en 2019.

Un processus fragile

Avant les élections européennes de 2014, la chancelière allemande Angela Merkel, craignant probablement de voir son opposant national Martin Schulz à la tête de l'exécutif européen, avait rappelé qu'il n'existait aucun "lien automatique" entre le parti qui remporterait les élections européennes et le prochain président de la Commission européenne.

Après les élections, d'après négociations entre les Etats membres avaient aussi eu lieu au Conseil européen, le Britannique David Cameron et le Hongrois Viktor Orbán votant contre Jean-Claude Juncker.

Une compétence partagée en 2019

En prévision des élections européennes de 2019, les grandes familles politiques représentées au Parlement européen désignent à nouveau des *Spitzenkandidaten* pour prendre la tête de la Commission européenne : **Manfred Weber** pour les conservateurs du PPE, **Frans Timmermans** pour les sociaux-démocrates du S&D, ou encore **Margrethe Vestager** pour les libéraux de l'ADLE...

Mais dans les faits, les chefs d'Etat et de gouvernement souhaitent conserver une influence décisive sur ce poste clé. Le 23 février 2018 notamment, à l'issue d'un sommet des dirigeants européens, le président du Conseil européen de l'époque Donald Tusk déclare ainsi que ceux-ci *"ne pouva[en]t garantir à l'avance qu'il[s] proposerai[en]t l'une des têtes de liste au poste de président de la Commission européenne"* et que ce mécanisme des *Spitzenkandidaten* ne présentait *"aucun caractère automatique"*. Une décision rappelée à de nombreuses reprises par les dirigeants eux-mêmes, notamment français et allemand.

Enfin, la présidente de la Commission désignée se nomme Ursula von der Leyen. Choisie par les chefs d'Etat et de gouvernement le 2 juillet, le nom de la ministre conservatrice allemande est arrivé très tardivement dans les discussions. A 9 voix près, elle est élue par une courte majorité d'eurodéputés le 16 juillet 2019. L'année précédente, les députés européens avaient prévenu qu'ils rejetteraient toute personnalité proposée par le Conseil européen qui n'aurait pas été chef de file pour les élections européennes. De fait, leurs successeurs dans le nouvel hémicycle n'ont pas mené la menace à exécution.

<https://www.touteleurope.eu/institutions/comment-est-elu-le-president-de-la-commission-europeenne/>

Quelle parodie de démocratie ! Et ce sont ces gens-là, échappant à la démocratie directe, échappant au choix du peuple, qui nous imposent la disparition de notre agriculture, de nos vaches, de nos voitures, nous interdisent de vendre nos logements sous prétexte qu'il vaudrait mieux dormir sur le trottoir glacé que dans une maison au grenier mal isolé, au nom d'une planète qui se moque tout cela...

Si [Solon](#) ou [Périclès](#) sortaient de leurs tombes, ils s'enfuiraient en hurlant « qu'ont-ils fait de notre héritage ? »

Non, je divague. Ils ne s'enfuiraient pas, ils tireraient l'épée, en appelleraient aux mânes de [Thémistocle](#), de [Léonidas](#), d'[Alexandre](#), de [César](#), de [Charles Martel](#), de [Jeanne d'Arc](#)... et se lanceraient à l'assaut des usurpateurs.

Qu'attendons-nous pour en faire autant ?